

Melchior WATHELET

Ministre d'État

Professeur extraordinaire de droit européen à l'Université de Louvain

Chargé de cours de droit européen à l'Université de Liège

Professeur invité à l'Université Jean Moulin-Lyon 3

Professeur invité aux Universités de Bourgogne, Luxembourg et Paris-Dauphine

Matières enseignées : Contentieux européen – Droit institutionnel de l'Union européenne – Fiscalité de droit européen

Principales publications – Travaux

• *Contentieux européen* (coll. J. Wildemeersch). – Bruxelles : Larcier, 2010. – 792 p. – (coll. Faculté de Droit de l'Université de Liège)

• « Fiscalité directe et limitation dans le temps des effets des arrêts de la Cour de justice des Communautés européennes », p. 1123 in : *Liber Amicorum Jacques Malherbe*. – Bruxelles : Bruylant, 2006.

• « La Cour de justice et les droits de l'Homme », p. 11 in : *Les droits de l'Homme dans les politiques de l'Union européenne*. – Bruxelles : Larcier, 2006.

• Selon la Cour européenne, s'installer dans un pays à fiscalité avantageuse est légitime – l'arrêt Cadbury Schweppes du 12/09/2006. – *CMS – Tax Connect*, novembre 2006, p. 4-12.

• L'abus de droit communautaire : application à la TVA et à la fiscalité directe. – *Bulletin fiscal Francis Lefebvre*, 12/06, p. 1119.

• L'arrêt Meca-Medina et Majcen : plus qu'un coup dans l'eau (Obs. ss CJCE, 18 juillet 2006, aff. C-519/04 P). – *Rev. de jurisprudence de Liège, Mons et Bruxelles*, 2006, p. 1799.

• « Invocabilité des directives par les citoyens : un deuxième coup d'arrêt ? », p. 319 in *Le Droit à la mesure de l'Homme. Mélanges en l'honneur de Philippe Léger*. – Paris : Pedone, 2006.

• « La Constitution belge et la Constitution européenne », p. 31 in *Cahier 2 du Sénat de Belgique*. – Bruxelles : Bruylant, 2006.

• Prix minimaux de vente au détail des produits du tabac : protection des fabricants, des recettes fiscales ou de la santé ? – Cinq États membres mis en cause par la Commission européenne. – *RDUE* 4/2006, p. 775.

• « Un ejemplo de desencuentro : la fiscalidad directa (¿un reto armonizador?) », p. 161 in *La articulación entre el Derecho comunitario y los Derechos nacionales : algunas zonas de fricción (Estudios de Derecho Judicial 95-2006 del Consejo general del Poder Judicial)*.

• (coll. Georges de Leval), « Conclusions », p. 351 in *Espace judiciaire européen – Acquis et enjeux futurs en matière civile*. – Bruxelles : Larcier, 2007.

• (coll. Jacques Malherbe) Incompatibilité avec l'article 43 du Traité CE de la législation belge prévoyant une assiette minimum pour les seuls contribuables non résidents (comm. CJCE, 22 mars 2007, Talotta, aff. C-383/05). – *RFF* 2007 n° 28, comm. 850.

• « Tax sovereignty of the Member States and the European Court of Justice : new trends or confirmation », p. 905 in *A vision of taxes within and outside European borders, Festschrift in honour of Prof. Dr. Frans Vanistendael*.

• « Sport Governance and EU Legal Order : Present and Future ». – *The International Sports Law Journal* 2007/3-4, p. 3 (vers. fr. dans *Les Cahiers de droit du Sport* – Université Paul Cézanne – Presses universitaires d'Aix-Marseille, n° 9/2008, p. 11).

• Principes de proportionnalité : utilisation disproportionnée. – *Journal des tribunaux* 2007, p. 313.

• Souveraineté fiscale des États membres et Cour de justice. – *RJF* 2/2008, p. 90.

• « La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne... la force contraignante du soft law », p. 809 in : *Essays in honour of Saúl Litvinoff*. – Claitor's Publishing Division.

• Les transferts de pertes, de l'arrêt Marks & Spencer (2005) à l'arrêt LIDL Belgium (2008) : tour de vis de la Cour de Justice ? – *Option Finance*, n° 985, 16 juin 2008, p. 24.

• (coll. Jonathan Wildemeersch) Double manquement et sanctions financières des États (article 228, §2 CE) : le point après 15 ans. – *Revue de la Faculté de droit de l'Université de Liège*, 2008/3, p. 323.

- (coll. Stéphane Austri) Retenues à la source au sein de l'Union européenne. Des conclusions inquiétantes pour le contribuable. – *FR Francis Lefebvre*, n° 50, 10 octobre 2008, p. 7.
- (coll. Luc de Broe) « ECJ – Recent developments in direct taxation 2008 » (Series on International Tax Law – Michael LANG) the Belgian cases, p. 21.
- Un Traité de Lisbonne "simplifié" à la place d'un traité "constitutionnel" ou comment y arriver sans le dire et en le cachant ? L'Europe en catimini. – *Revue de la Faculté de droit de l'Université de Liège*, 2008/2, p. 201.
- Pour une justice économique efficiente en Europe. Enjeux et perspectives d'une harmonisation – l'harmonisation par les juges / coll. CREDA, 4 décembre 2007. – *Gazette du Palais*, 20-21 août 2008, n°s 233-234, p. 19.
- (coll. N. Bonhomme) Les entraves fiscales et les conventions fiscales internationales dans la jurisprudence de la CJCE. – *Revue de jurisprudence fiscale*, 10/09, p. 722.
- (coll. N. Bonhomme) Le rôle de la Commission dans la jurisprudence de la Cour de justice sur la fiscalité directe», p. 480 in : *Liber amicorum Jacques Autenne*.
- Filiale ou succursale à l'étranger : le choix est-il encore neutre sur le plan fiscal ? (Commentaires de l'arrêt du 15 avril 2010 de la Cour de justice des Communautés européennes dans l'affaire C-96/08 CIBA). – *Option Finance*, 10 mai 2010, p. 24.
- L'arrêt X-Holding : le divorce entre la liberté de circulation et le shopping fiscal. – *Revue de Jurisprudence fiscale*, 05/10, p. 377.
- Lessons from the X-Holding judgment. – *CMS Tax Connect Flash*, 27 avril 2010.
- Tax strategies and opportunities in a recession. Tax strategies in a time of crisis: the challenges and the opportunities - Summary report of 2010 Annual tax conference. – *CMS Tax Connect*, mai 2010.
- Stratégies et opportunités fiscales en temps de crise – Synthèse de la Conférence fiscale annuelle 2010. – *CMS Tax Connect*, mai 2010.
- Comm. de CJCE, 15 déc. 1995, *Union royale belge des sociétés de football association ABSL c/ Jean-Marc Bosman, Royal club liégeois SA c/ Jean-Marc Bosman e.a. et Union des associations européennes de football (UEFA) c/ Jean-Marc Bosman* (Bosman), aff. C-415/93, *Grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne (GAJUE)*, 2010, n° 51.
- Comm. de CJCE, Gde Ch., 12 juill. 2005, *Commission des Communautés européennes c/ République française*, aff. C-304/02, *GAJUE*, 2010, n° 82.
- Comm. de CJCE, Gde Ch., 13 déc. 2005, *Marks & Spencer plc c/ David Halsey (Her Majesty's Inspector of Taxes)*, aff. C-446/03, *GAJUE*, 2010, n° 84.
- « La double imposition et le droit européen », p. 271 in : *Les dialogues de la fiscalité - anno 2010*, Larcier.
- (coll. Luc DE BROE) The Belgian pending cases at the ECJ, à paraître dans "Recent developments in direct taxation 2010" (Series on International Tax Law - Michael Lang).
- Adieu, Monsieur le Professeur. De la liberté des juges nationaux de poser des questions préjudicielles à la Cour de justice européenne. – *Revue de la Faculté de Droit de l'Université de Liège* (Rev. Dr. ULg), 2010/4, à paraître.

centre d'études européennes

Université Jean Moulin-Lyon 3
15 quai Claude Bernard
BP 0638 – F-69239 Lyon Cedex 02

Tél.: ++ 00 / 33 4 78 78 74 42 – Fax : ++ 00 / 33 4 78 78 74 66
Courriel : cee@univ-lyon3.fr – Site web : <http://cee.univ-lyon3.fr>.